

La Croatie reconnaît des violences contre les migrants



Un consortium de journalistes a mis en évidence des pratiques violentes de la police croate, qui refoule des migrants vers la Bosnie-Herzégovine.

Face à ces actes illégaux, Zagreb parle d'«infraction individuelle».

Zagreb (Croatie)
De notre correspondant

Voilà cinq ans que le gouvernement croate niait toute responsabilité dans les violences faites aux migrants à sa frontière avec la Bosnie-Herzégovine. Face aux accusations, aux rapports médicaux attestant d'hématomates chez les ressortissants d'Afghanistan, du Pakistan ou de Syrie rebroussant chemin sur la «route des Balkans», en provenance de Croatie, Zagreb accusait même ces personnes d'utiliser du «sirup de cerise» pour maquiller de fausses blessures.

Depuis 2016, la frontière méridionale de la Croatie a connu plusieurs cas de «pushbacks», parfois tragiques.

Grâce à un consortium de journalistes d'investigation de plusieurs pays, ce mur de silence vient de se briser. Lighthouse Reports, c'est son nom, a publié une vidéo, mercredi 6 octobre, montrant des hommes armés, à cette frontière du sud-est de la Croatie, en train de matraquer des migrants. Dissimulés par des cagoules et des uniformes sans insignes, les auteurs des coups avaient le pistolet de service et la matraque de la police croate. «Il s'agit de trois policiers, membres de nos forces d'intervention», a fini par admettre le chef de la police, Nikola Milina,



Des migrants en provenance d'Afghanistan tentent de franchir la frontière entre la Bosnie-Herzégovine et la Croatie, en janvier dernier, après avoir déjà été refoulés par la police croate. Alessio Mamo/Redux/REA

confronté aux images accablantes.

La Croatie n'est pas le seul pays membre de l'Union européenne à faire de la violence avec les migrants qui arrivent aux portes de l'UE. Le consortium de journalistes pointe également des cas de «pushback» (refoulements illégaux) en Roumanie ou en Grèce. Le gouvernement de Zagreb, lui, a ouvert une enquête, et suspendu les agents qui auraient agi «durant leur horaire de travail mais de façon autonome», selon Nikola Milina. «C'est un comportement inacceptable», a condamné le ministre de l'intérieur, Davor Bozanic, qui parle d'«une infraction individuelle commise par plusieurs policiers». «Nous n'avons pas filmé quelques pommes pourries», rétorque, sur Twitter, Lighthouse Reports qui, comme les ONG de défense des droits de l'homme en Croatie, peint à croire la version des autorités: «La violence à la frontière bosno-croate est systématique.»

Depuis 2016, année où la «route des Balkans» a été fermée, la frontière méridionale de la Croatie a connu plusieurs cas de «push-

backs», parfois tragiques. En 2017, une fillette afghane de 6 ans, Ma-dina Hussiny, est morte renversée par un train alors qu'elle longeait des rails, avec sa famille, pour regagner la Serbie, après avoir été refoulée par la police croate. Aucune responsabilité n'a été établie. L'année suivante, la défenseure croate des droits des citoyens a déploré ne plus avoir accès aux vidéos enregistrées par la police lors de ses interventions avec des migrants. À chaque

demande officielle, la réponse est la même: les images ont été effacées par erreur.

En 2020, Amnesty International a dénoncé des cas de «torture» lors de ces interventions, tandis que le Centre d'études pour la paix (CMS) de Zagreb a porté plainte, plusieurs fois, contre la police. «La République de Croatie, avec le soutien de l'Union européenne qui finance ces pratiques illégales, a décidé de tourner le dos aux personnes en quête de

sécurité, et de les exposer davantage à la violence», déplore-t-on au CMS.

En 2018, la Commission européenne a alloué 6,8 millions d'euros à Zagreb pour l'inspection de ses régions frontalières, tout en appellant de ses vœux un mécanisme de contrôle des policiers frontaliers, financé à hauteur de 300 000 €. «Ironiquement, poursuit le CMS, c'est le ministère de l'intérieur qui a décidé de la manière dont le contrôle serait effectué, qui a choisi les acteurs chargés de le mettre en œuvre.»

Dans les faits, chaque inspection à la frontière bosno-croate doit être annoncée préalablement. Et jusqu'à présent, aucune infraction à la loi n'a été enregistrée. Un constat qui arrange le premier ministre Andrej Plenkovic, qui espère faire entrer la Croatie dans l'espace Schengen avant la fin 2022. Il peut compter sur la bienveillance de certains collègues européens. Douze États de l'UE – mais pas la Croatie – viennent d'écrire à Bruxelles pour lui demander de financer la construction de barrières anti-migrants à leurs frontières.

Giovanni Vale

Gérald Darmanin prône le «modèle grec»

Le ministre français de l'intérieur Gérald Darmanin a prononcé, lundi 11 octobre, «le modèle grec» de contrôle des frontières. En visite, la veille, sur l'île de Samos, où les autorités grecques ont inauguré fin septembre un nouveau camp «fermé et à accès contrôlé», il a souhaité que d'autres pays du sud de l'Europe mettent en place de tels camps d'enregistrement sécurisés. À Samos, les demandeurs d'asile peuvent sortir du camp de 8 heures à 20 heures, et ils doivent présenter leurs empreintes digitales et un badge au portail magnétique à l'entrée. La Grèce s'est engagée à construire d'autres camps «fermés» sur ce modèle, grâce à des fonds européens.